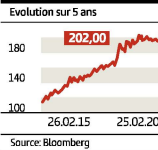


# Economie & Finance

## Nette hausse

La Banque cantonale de Genève (BCGE) a dégagé en 2019 un profit en forte hausse, a-t-elle indiqué mardi. Son bénéfice net s'est inscrit à 96,8 millions de francs, amélioré de 6,2% sur un an.

## L'ACTION BCGE



## ISABELLE KOCHER

### Directrice générale d'Engie

Isabelle Kocher, dont le mandat de directrice générale d'Engie n'a pas été renouvelé, quitte le groupe avec 3,3 millions d'euros d'indemnités, selon des documents publiés mardi.



# -0,7

**LES EXPORTATEURS ALLEMANDS DE PRODUITS MANUFACTURÉS** connaissent une baisse de moral. L'indice de leurs attentes est tombé à -0,7 en février, contre 0,8 en janvier. L'épidémie actuelle de coronavirus laisse peu d'espoir d'amélioration à court terme.

SMI	10478,51	-2,19%	Dollar/franc	0,9767	↓
Euro/franc	1,0618	↓			
Euro Stoxx 50	3572,51	-2,07%	Euro/dollar	1,0872	↑
FTSE 100	7017,88	-1,94%	Livre st./franc	1,2698	↑
			Baril Brent/dollar	55,57	↓
			Once d'or/dollar	1671,65	↑

## Arnaque immobilière sur l'Arc lémanique

**IMMOBILIER** Un promoteur a disparu avec l'argent de ses clients, qui se retrouvent sans appartement. Des observateurs estiment qu'il faut mieux protéger la branche

RICHARD ÉTIENNE  
@RIEienne

Où se trouve Jean\*? C'est la question à 1000 francs pour les acheteurs de plusieurs appartements à Bassins, dans le canton de Vaud. Ou plutôt à 30 000 francs, l'acompte moyen qu'ils ont, chacun, versé à ce promoteur cet été en vue d'acquiescer leur bien sur plan.

Jusqu'à là, tout semble bien se passer. A Bassins, il y a des échafaudages et une grue. Jean, toujours bien habillé, dirige une entreprise à la rue du Rhône, Real Estate Opportunities and Renovation (REOR) SA, inscrite au Registre du commerce genevois en 2017. Le groupe est propriétaire du terrain à Bassins ainsi que de plusieurs appartements à Chêne-Bougeries, qu'il a rachetés à deux architectes pour 1,7 million de francs. REOR a aussi repris une entreprise de maçonnerie au Grand-Saconnex. Chaque fois, Jean a payé et tout s'est bien déroulé.

Quand il arrive à la rue du Rhône avec sa voiture de luxe, Jean demande à l'une de ses secrétaires de descendre pour aller la garer. Un signe d'extravagance peu anodin certes – en plus, il est souvent en retard aux rendez-vous –, mais le Verniolan paraît connaître ses dossiers. Les acomptes sont signés chez un notaire de bonne facture à Morges. Le patron administre deux autres sociétés créées en 2018, l'une à son nom à Vernier, l'autre à Eysins.

### Introuvable depuis cet été

Le chantier ne démarre pas? La banque garante du projet rassure les acheteurs: rien d'inhabituel dans le secteur. L'établissement cherche longtemps encore à les calmer mais, in fine, plus personne n'est dupe, d'autant plus que Jean ne répond plus et que le chantier est au point mort. Le promoteur est introuvable depuis cet été et son numéro de téléphone portable ne semble plus valable.

Une cliente finit par ouvrir une action auprès du Tribunal d'arrondissement de La Côte et de l'Office des poursuites et engage plusieurs instructions contre l'administrateur

**«N'importe qui peut se dire promoteur ou courtier, c'est très libéral et ça peut avoir des avantages, mais c'est aussi la porte ouverte aux abus»**

UN NOTAIRE SOUS COUVERT D'ANONYMAT

de REOR. L'une est pénale, du chef d'escroquerie et d'abus de confiance. L'autre, selon nos informations, Jean a reçu sept commandements de payer, auprès du canton de Vaud et de particuliers notamment. A Bassins, il y a trois victimes.

Un client porte plainte cet automne auprès du Tribunal de La Côte et dépose une requête auprès

de l'Office genevois des poursuites, contre REOR mais aussi contre l'agence qui lui a permis de trouver REOR et qui, elle non plus, ne répond plus.

Les portails immobiliers qui diffusent ses annonces, dont celles des appartements de Bassins, cessent de le faire parce qu'ils n'ont pas été payés. Une ancienne employée, qui n'a pas été payée, a porté plainte en septembre dernier auprès du tribunal des prud'hommes à Genève.

Est-ce lié à REOR? Une coïncidence, selon un ancien employé de Privileges Real Estate SA, qui l'a quittée à la suite de dissensions avec son cofondateur, un citoyen russe domicilié à Chypre. Son départ aurait brisé l'élan de l'entreprise.

### Secteur non protégé

Trois spécialistes mis au courant de ces affaires par nos soins estiment que ces dernières sont révélatrices des dérives qui peuvent survenir dans un marché immobilier suisse non protégé, alors que, fin janvier encore, la justice fédérale a rejeté un recours d'un courtier dans un cas d'escroquerie à Cologny.

«N'importe qui peut se dire promoteur ou courtier, c'est très libéral et ça peut avoir des avantages, mais c'est aussi la porte ouverte aux abus», estime un notaire qui préfère rester anonyme. D'autant plus que les marges se sont réduites comme peau de chagrin.

«L'amateurisme, le low cost, les escroqueries sont de plus en plus nombreuses», renchérit Angel Montanes, président de l'Association des agences et courtiers immobiliers genevois créée en juin dernier. «Avec l'Acige nous voulons défendre la profession, en regroupant les courtiers et agents immobiliers qui ont fait leur preuve», indique-t-il.

Plusieurs procédures en justice contre REOR ont été suspendues, à la suite de la mise en faillite de l'entreprise cet hiver. Les victimes ont peu d'espoir de récupérer leur argent. ■

\* Nom d'emprunt

## Nissan ferme son siège européen de Rolle

**DÉLOCALISATION** Le constructeur, en difficulté sur le marché européen, s'était implanté sur La Côte en 2008, où il a bénéficié d'avantages fiscaux jusqu'en 2017. Il n'y employait plus que quelques dizaines de personnes

SÉBASTIEN RUCHE  
@sebruche

D'ici à 2022, Nissan aura quitté Rolle. Le constructeur automobile japonais ferme le quartier général européen qu'il avait ouvert en 2008 sur La Côte, pour regrouper ses collaborateurs en région parisienne. L'opération se déroule sur fond de difficulté de Nissan en Europe, où la marque de l'alliance avec Renault et Mitsubishi a subi une baisse d'un tiers de ses immatriculations entre 2015 et 2019.

L'explication officielle pointe vers une recherche d'efficacité. Rolle abrite l'un des deux sièges européens du constructeur automobile, avec celui de Montigny-le-Bretonneux, près de Paris. C'est de ce dernier que la nouvelle a été annoncée, lundi. «Avoir deux sièges, un en France et un en Suisse, n'était pas très efficace. On a décidé de tout mettre ensemble pour avoir plus d'efficacité sur un seul siège ici en France», a déclaré à l'AFP Gianluca de Ficchy, directeur de Nissan Europe, lors d'une rencontre avec des journalistes. Le site parisien rassemble environ 800 collaborateurs de Nissan, alors qu'il n'en reste que 25 à 30 à Rolle, selon nos informations.

### Rassembler les équipes

Le constructeur autrefois dirigé par Carlos Ghosn a réduit ses effectifs de 1300 unités en 2019, pour atteindre le chiffre de 15300 collaborateurs en Europe, selon l'AFP. Entre 2015 et 2019,



Le siège européen de Nissan International à Rolle. JEAN-CHRISTOPHE BOTTI/KEYSTONE

sa part de marché dans l'Union européenne est passée de 3,9% à 2,5%, pour des immatriculations en recul d'environ un tiers, à 380000 unités.

Lorsque Nissan s'était implanté à Rolle, en janvier 2008, l'entreprise comptait précisément 151 employés, dont beaucoup étaient venus de bureaux situés en région parisienne. L'ouverture de ce siège européen visait à ras-

sembler pour la première fois les fonctions transversales de l'entreprise (administration, marketing, vente, logistique, finance et juridique). Pour améliorer la collaboration entre ces équipes et leur efficacité, justement.

Les locaux du A-One Business Center de Rolle, qui accueillait également la marque haut de gamme Infiniti, avaient été inaugurés le 12 juin 2008, en présence

notamment du conseiller d'Etat vaudois Jean-Claude Mermoud.

### Bénéficiaire de l'arrêté Bonny jusqu'en 2017

Nissan a été l'une des dernières entreprises à bénéficier des rabais fiscaux prévus par l'arrêté Bonny. Ce texte aboli en 2007 octroyait une réduction de l'impôt fédéral direct et des aménagements de la fiscalité cantonale, sur une

durée de dix ans au maximum. Au 1er janvier 2011, 125 entreprises bénéficiaient de ces allègements dans le canton de Vaud, selon le budget 2012, sur un total proche de 400 en Suisse romande. En échange, elles devaient créer des emplois dans une activité industrielle, novatrice et qui diversifierait le tissu économique local. L'accord fiscal de Nissan a arrêté de déployer ses effets en 2017.

Nissan comptait 228 collaborateurs à Rolle en 2016 lorsque 92 postes avaient été déplacés à Montigny-le-Bretonneux, déjà. Une nouvelle restructuration avait été annoncée en septembre 2018, au terme de laquelle 53 des 116 postes restants ont été supprimés. Ces six derniers mois, plusieurs services ont été déplacés à Paris (dont la communication), laissant moins de 30 postes à Rolle, selon nos informations.

Secrétaire général du Groupement des entreprises multinationales (GEM), Arnaud Bürgin ne se prononce pas sur le cas particulier de Nissan. Concer-

**«Avoir deux sièges, un en France et un en Suisse, n'était pas très efficace»**

GIANLUCA DE FICCHY, DIRECTEUR DE NISSAN EUROPE

nant l'attractivité de la Suisse en général, il relève que «l'acceptation de la réforme fiscale RFFA a redonné de la visibilité aux entreprises, même si le climat reste difficile en raison de la rotation du 17 mai prochain sur l'«initiative de limitation» qui vise à mettre fin à la libre circulation entre la Suisse et l'Union européenne. Les filiales suisses ont un important travail de pédagogie à faire avec leurs quartiers généraux pour expliquer le fonctionnement de la démocratie en Suisse. Sans oublier que la force du franc renchérit le coût des rémunérations suisses, déjà traditionnellement élevées, dans les comptes en euros ou en dollars des entreprises.» ■